

Initiatives ministérielles

M. Solberg: Monsieur le Président, je trouve les suggestions de mon collègue très intéressantes. Je crois cependant qu'il y a au Canada un consensus quant à la nécessité d'effectuer une réforme à Radio-Canada.

Le député parlait de l'émission *Newsworld* au réseau CBC et de la rentabilité de cette émission. Je lui rappelle cependant qu'au cours de l'année qui a suivi la demande de permis, la direction de l'émission a dû hausser les frais d'abonnement parce que les recettes ne suffisaient pas. Or, cette décision allait à l'encontre de la promesse de la direction de ne pas hausser les frais d'abonnement. À mon avis, Radio-Canada n'a pas fait preuve d'une bien grande clairvoyance pour assurer la rentabilité de l'émission.

Je reconnais que le réseau d'État a grandement contribué à l'unité nationale jusqu'à maintenant, mais je rappelle aussi que de nombreux diffuseurs du secteur privé font la même chose. La programmation du réseau CTV contribue à unir le pays. Ce réseau offre une programmation variée et appréciée des Canadiens de toutes les régions, notamment les émissions d'information et d'affaires publiques qui ne sont pas les moindres.

Je rappelle que les propositions concernant des chaînes spécialisées, notamment la chaîne Bravo, rendraient la programmation canadienne et la programmation artistique canadienne accessibles à la grandeur du pays, et ce, à un coût beaucoup moins élevé pour les abonnés que ce que propose Radio-Canada. Il y a d'autres façons d'aborder la question, d'autres moyens d'unir le pays sans faire intervenir Radio-Canada, à moins que ce ne soit un réseau d'État modifié en profondeur.

Depuis 1987, nous assistons à un déclin de la programmation artistique et des émissions pour enfants à Radio-Canada. Par ailleurs, nous avons assisté à l'apparition de toutes sortes de feuilletons en après-midi et de comédies de situation en soirée, afin de reconquérir l'auditoire. Je trouve cela superflu, même ridicule quand on y réfléchit. Radio-Canada reçoit 1,1 milliard de dollars pour offrir une programmation à la population canadienne. De nombreuses chaînes diffusent des comédies de situation américaines, et je ne crois pas que ce soit le rôle de Radio-Canada de le faire. Elle doit au contraire les éviter. Radio-Canada doit changer.

Je crois que mon collègue se trompe s'il pense le contraire. Je ne dis pas qu'il faille supprimer le réseau d'État, mais il faut le changer. Les amis de Radio-Canada eux-mêmes le reconnaissent. Le temps est venu d'apporter des changements au réseau d'État, surtout de le rendre plus rentable. Nous devons, par ailleurs, tenir compte de l'existence de nouvelles forces au Canada qui nous permettront de nous unir, ce qui ne doit pas nécessairement se faire par l'intermédiaire d'un réseau d'État.

[Français]

M. Eugène Bellemare (Carleton—Gloucester): Monsieur le Président, je trouve absolument abominable le discours du député du Parti réformiste qui attaque une de nos grandes institutions canadiennes, CBC/Radio-Canada. Parce qu'il est unilingue, il a constamment référencé à CBC et non à Radio-Canada. Alors, j'imagine qu'il voulait «empaqueter» les deux. Je lui pose donc cette question-ci.

• (1250)

Est-ce que le député est d'accord qu'on doit avoir un Canada uni, un Canada uni d'un océan à l'autre, du nord au sud, de l'est à l'ouest? Qu'on doit avoir un Canada uni dans les deux langues officielles? Qu'on doit avoir un Canada qui est uni pour développer la culture canadienne, créer des emplois? Est-ce que pour lui Radio-Canada/CBC n'est qu'une question de bout de ligne, n'est qu'une question de bilan financier? Est-ce qu'il ne voit pas dans CBC/Radio-Canada un bilan humain qui représente la nation canadienne?

[Traduction]

M. Solberg: Monsieur le Président, je ne perçois pas le Canada tout d'abord comme un pays qui tire sa culture de ses institutions. Je ne pense pas que la culture canadienne soit une institution bureaucratique. Elle découle de l'imagination créatrice de gens créatifs.

Il importe peu de savoir si c'est la Société Radio-Canada, un radiodiffuseur privé, une galerie d'art privée ou je ne sais quoi qui permet à ce génie créateur de s'exprimer. Ce qui compte, c'est que ces gens puissent faire partager leur art. Si on peut y parvenir de façon plus efficace grâce au secteur privé ou par l'intermédiaire d'une Société Radio-Canada restructurée—and je rappelle à cet égard aux députés que leur propre gouvernement a demandé que l'on procède à l'examen de la société—eh bien soit.

Il est tout à fait ridicule de conserver une vieille institution bien ancrée du simple fait qu'elle existe depuis 50 ans et qu'elle n'a pas du tout changé au fil des ans. Elle ne reconnaît pas que le monde évolue et que nos artistes et les créateurs en tous genres ont besoin de toutes sortes de moyens pour transmettre leur message. Il ne devrait pas nécessairement passer en grande partie ou entièrement par l'État. C'est une très mauvaise idée. Le moment est venu d'examiner de nouvelles solutions. C'est probablement la façon la plus humaine de procéder en ce qui a trait à l'industrie culturelle au Canada.

M. Maurizio Bevilacqua (secrétaire parlementaire du ministre du Développement des ressources humaines): Monsieur le Président, ce projet de loi est un élément très important d'un processus beaucoup plus vaste. Les Canadiens nous ont fait savoir qu'ils voulaient un gouvernement donnant la priorité à la création d'emplois. Le programme d'infrastructure comporte des mesures à cette fin, ainsi que le récent budget.

Le gouvernement a commencé à examiner des aspects fondamentaux de notre système de sécurité sociale. Nous sommes d'accord pour dire que le système qu'il nous faut devrait favoriser la participation et motiver les gens à apporter leur contribution à la société canadienne.

L'ensemble de mesures disparates qui constituent nos programmes ne répond plus aux besoins des Canadiens. Ce projet de loi montre bien que nous respectons l'engagement que nous avons pris envers les Canadiens d'instaurer un nouveau système d'ici deux ans. Dans le cadre de cette réforme, les idées nouvelles fusent de partout dans le domaine social. Nous avons réservé des fonds pour permettre la recherche sur certains des projets proposés. Le budget alloue 800 millions de dollars aux initiatives stratégiques entreprises conjointement avec les gouvernements provinciaux et territoriaux.